

A mon avis, ceci fait ressortir l'importance des gouvernements municipaux, puisque l'on compte 4,000 gouvernements municipaux à la grandeur du Canada.

Étant donné qu'il y a trois paliers d'administration bancaire et par conséquent trois paliers de taxation: fédéral, provincial et municipal, ainsi il y a trois paliers de financement public: national, provincial et municipal. Et là aussi le tout doit être dirigé par une même tête, dans l'unification d'esprit, aux trois paliers de l'administration: fédéral, provincial et municipal.

Si nous faisons cela, monsieur le président, nous éliminerions tout financement international pour nos besoins provinciaux, municipaux et d'ordre privé. Notre système financier canadien peut et doit satisfaire tous ses besoins financiers et monétaires, tout comme notre système économique peut satisfaire toute sa production, toute sa capitalisation, toute sa consommation par l'utilisation de nos ressources naturelles, de notre main-d'œuvre, de nos techniciens compétents et de nos ingénieurs universitaires, diplômés et expérimentés aux différents niveaux des paliers de notre économie.

Si nous faisons cela, monsieur le président, nous n'aurions plus de déficits internationaux, causés par un surplus d'intérêts inutiles payés à des pays étrangers, sur des obligations que nous avons le devoir et le pouvoir de créer nous-mêmes, au lieu de les faire créer par des pays étrangers, en offrant pour ce faire les mêmes garanties, c'est-à-dire nos ressources naturelles, notre main-d'œuvre et notre capacité de payer des taxes.

Si nous faisons cela, notre dollar canadien ne descendrait plus à 92c. mais resterait stable à 100c. pour un dollar. Nous n'aurions plus à supporter la honte, l'humiliation et le fardeau financier d'une coupure de 7c. ou de 8c. sur la valeur de notre unité monétaire nationale avaient le courage de le faire!

Or, monsieur le président, la Banque du Canada a un grand rôle à jouer. Si seulement nos ministres et nos représentants du peuple avaient le courage de le faire.

Il s'agit tout simplement de poser un acte simple. Si nous avions, dans ce Parlement, un nombre majoritaire de députés qui seraient d'avis que le Canada soit administré selon des méthodes scientifiques et honnêtes qui seraient conformes aux faits, nous pourrions corriger plusieurs lacunes du système économique que nous avons et, partant, rendre un service immense à notre population. Notre système économique contient plusieurs lacunes. Il y a de grands malaises dans le domaine de la finance.

● (3.40 p.m.)

C'est la Banque du Canada qui est ce principal facteur de finance. C'est elle qui devrait

[M. Latulippe.]

jouer ce rôle, et c'est sous sa direction que toute l'économie du Canada doit être mise en branle, doit voir le jour et doit progresser.

Si cette Banque est mal dirigée, si l'on ne veut pas corriger les lacunes qui l'empêchent de jouer véritablement son rôle, si l'on ne modifie pas les règlements qui ne donnent pas satisfaction à la population, nous n'accomplissons pas notre devoir de représentants élus par le peuple. Pour rendre les services nécessaires à la population, il s'agirait simplement d'adopter un amendement comme celui que je propose présentement pour donner à tous les corps publics l'élan voulu pour remonter l'économie du Canada et pour financer les commissions scolaires et les municipalités, avec de l'argent sans intérêt.

Ainsi, les commissions scolaires, les municipalités et tous les corps publics qui seraient financés par la Banque du Canada paieraient leurs dettes, ce qui donnerait un certain degré de confiance à la nation, et la nation tout entière en bénéficierait.

Grâce à ce système, monsieur le président, le ministre des Finances, les provinces, les commissions scolaires ou les municipalités ne seraient plus obligés de vendre des obligations à la population et d'aller chercher tout l'argent ou le sang économique qu'il y a dans la nation, pour que les citoyens et les entreprises privées puissent se développer.

On empêche ainsi, monsieur le président, l'entreprise privée de se développer, car l'entreprise publique ne fait que créer des dettes, et l'entreprise privée est dépossédée de l'argent qu'elle devrait avoir pour se développer et s'améliorer.

Si l'on utilisait la Banque du Canada pour mettre en circulation les capitaux requis pour financer toutes les entreprises publiques, il resterait assez de capital dans les banques à charte pour financer l'entreprise privée, et nous aurions alors des capitaux pour développer nos ressources naturelles, pour prendre le «contrôle» de notre commerce et de notre industrie, au lieu de laisser les étrangers s'emparer du «contrôle» de notre crédit.

C'est au sujet de ce même crédit que nous demandons au ministre des Finances d'intervenir. Le crédit réel de la nation ne doit pas servir uniquement aux nations étrangères qui viendront investir des capitaux au Canada. Il doit être également bon pour la Banque du Canada, qui se servira des mêmes garanties pour émettre le crédit voulu, sans intérêt pour financer une partie des biens publics de la nation.

A ce moment-là, monsieur le président, nous verrions de nouvelles industries surgir au Canada, nous verrions le domaine privé s'agrandir dans toutes les sphères, nous verrions de nouveaux propriétaires d'usines,